



Le Chef de l'Etat rencontre les Gouverneurs des provinces



Le Président de la République Pierre Nkurunziza a tenu une réunion à l'endroit des Gouverneurs des provinces mardi, le 04 février 2020 en province de Ngozi. Au cours de cette réunion, le Chef de l'Etat et du Gouvernement a pu parler entre autre de l'évaluation de la sécurité lors de la célébration des fêtes de fin et de début d'années, la gestion des immondices, la gestion de la forte pluviométrie.

En ce qui concerne la gestion des immondices, le Chef de l'Etat a invité les Entrepreneurs à investir dans transformation de ces dernières en énergie.

Au terme de cette réunion qui s'est tenue à huis clos, le Porte-Parole Adjoint du Président de

la République Monsieur Alain Diomède Nzeyimana a indiqué que tous les participants à cette réunion se sont réjouis que les fêtes de fin d'année ont été célébrées en toute sécurité dans tout le pays. Selon Monsieur Alain Diomède Nzeyimana, pour faire face à la forte pluviométrie qui est entrain de secouer la région de l'Afrique de l'Est en grande partie, le Chef de l'Etat a félicité les burundais pour le niveau de solidarité que les burundais ont atteint dans ces jours où les effets de fortes pluies ont touché certains membres de la population. Concernant la gestion des immondices, le Gouverneur de Cibitoke a fait savoir qu'il y a des entrepreneurs qui ont commencé à les transformer en énergie. Pour clore, le Président de la République a invité les Gouverneurs de provinces à suivre de près les enseignements de différentes églises au moment où le Burundi approche les élections générales de 2020.

Sommaire

page

Le Chef de l'Etat rencontre les Gouverneurs des provinces

1

Prière dominicale: Le couple présidentiel se joint aux fidèles de l'Eglise du Rocher

2

Ngozi: le Président de la République remercie le Tout Puissant pour la

3

Une délégation conduite par le Ministre des Affaires Etrangères rencontre une délégation conduite par le Président de la configuration-Burundi de la Commission de consolidation de la paix, dans une séance d'échange

4

L'API appelle les Investisseurs locaux et Etrangers à investir sur le lac Tanganyika

11

En marge de cette réunion, le Chef de l'Etat Pierre Nkurunziza a octroyé une assistance en vivres au centre pour les jeunes vivant avec l'handicap dénommé "Jehokuki?" situé sur la localité de Vyerwa en commune et province de Ngozi. Cette assistance était constituée par 1 tonne de riz, 1 tonne de pommes de terre et 500 kg

de haricots. Ce centre héberge 89 jeunes vivants avec handicap. Le Représentant Adjoint de cette association "JehoKuki?" Monsieur Anatole Ntanyungu a remercié le Chef de l'Etat et du Gouvernement qui ne cesse de témoigner ce geste charitable à ce centre depuis sa création. (Source: www.rtnb.bi, édité par la Rédaction MAE)

Prière dominicale: Le couple présidentiel se joint aux fidèles de l'Eglise du Rocher



Le couple présidentiel s'est joint dimanche, le 02 février 2020 aux fidèles de l'église du rocher sur la colline Buye en commune Mwumba dans la province de Ngozi lors de la prière dominicale. Dans sa prédication, le Président Pierre Nkurunziza a annoncé que les leaders qui seront élus lors des élections de 2020, seront des leaders extraordinaires, car a-t-il précisé, en 2018, les burundais ont donné la première place à Dieu dans la loi fondamentale qui régit le Burundi. Dans ses salutations, la Première Dame Denise Nkurunziza a révélé aux fidèles de l'Eglise du Rocher le mot d'ordre de ce mois de février, en s'appuyant sur la parole de Dieu tirée dans l'évangile de Matthieu 23 :11-13, elle a invité les fidèles à être des serviteurs car selon lui, "quiconque s'élèvera sera abaissé, et quiconque s'abaissera sera élevé".

Dans sa prédication du jour, après avoir rappelé que tant de promesses que Dieu a promis sur le Burundi ont été exhaussés depuis 2018 respectivement lors des prières organisées par la famille présidentielle à Buye en province de Ngozi et à Itaba en province de Gitega; le Chef de l'Etat Pierre Nkurunziza s'est focalisé sur la parole de Dieu tirée respectivement dans le livre des Nombres 1:1-4 et 16-19 et l'évangile de Luc 7:1-3 et 9-10. Dans le livre des Nombres, l'Eternel parlait à Moïse dans le désert de Sinaï, dans la tente d'assignation, le premier jour du second mois, comme ce dimanche coïncide avec le deuxième jour du second mois de l'année 2020 a rappelé le Chef de l'Etat et du Gouvernement, S.E Pierre Nkurunziza.

Dans cette parole, Dieu exhortait Moïse à faire le dénombrement de toute l'assemblée des enfants d'Israël et le dénombrement était fait selon les divisions. Selon le Président de la République S.E Pierre Nkurunziza, Prédicateur du jour à l'église du Rocher, le Burundi comme l'Israël d'autres fois, a fait le dénombrement de sa population pour se préparer aux échéances électorales de 2020. Les enfants ayant 18 ans et plus se sont enregistrés pour participer à ces élections prochaines.

Aujourd'hui, les leaders sont entrés d'être désignés dans les différentes formations politiques. Mais ce n'est pas tout le temps que les burundais ont vécu ces moments à rap-

pelé le numéro un burundais. Selon lui, les moments que le Burundi est entrain de traverser ce sont des moments guidés par l'Eternel. Son Excellence Pierre Nkurunziza a alors révélé que les scrutins de 2020, seront des élections extraordinaires car, les burundais ont placé Dieu au premier rang dans la constitution promulguée en 2018. Ce sont alors des élections préparées et dénombrées et guidées dans la droite ligne de Dieu a-t-il précisé.

Le Président Pierre Nkurunziza a rappelé que les statistiques occupent une place très importante dans la vie nationale. C'est pourquoi, on fait des recensements a-t-il dit. Il a en outre révélé que du sommet jusqu'à la base, les leaders qui seront élus en 2020, seront des leaders différents des autres leaders qui ont dirigés le pays a-t-il insisté.

Selon le Chef de l'Etat et du Gouvernement S.E Pierre Nkurunziza, Dieu bénira tous les leaders qui seront élus en 2020 de la base jusqu'au sommet. Et de signaler que parmi les leaders qui étaient choisis en Israël, Moïse n'était pas du nombre, son travail, était de guider le peuple juif pour traverser la mer rouge a-t-il précisé.

Il a alors exhorté les fidèles de l'église du Rocher d'élire en se confiant d'abord à Dieu. Avant de participer à chaque scrutin,

S.E Pierre Nkurunziza a conseillé ces fidèles de prier d'abord et d'entendre la voix du Saint Esprit afin de choisir un bon leader. Vous entendrez des propos de différents leaders lors des propagandes, mais gardez en vous, que vous choisirez en communion avec Dieu, en gardant à vos esprits que vous êtes entrés d'exécuter une action guidée par l'Eternel a annoncé le Chef de l'Etat et du Gouvernement S.E Pierre Nkurunziza.

La prière a été clôturée par le Président de la République où il a imploré le Tout Puissant pour qu'il bénisse tous les travaux des leaders du pays: les Parlementaires, les membres du Gouvernement, les leaders des partis politiques, des sociétés civiles, des coopératives, des hommes d'affaires, des entrepreneurs et toute la population en générale afin que le pays reste prospère dans tous les secteurs de la vie nationale. Il a en outre prié Dieu pour guider les burundais à élire de bons leaders au cours des élections de 2020.

Pour clore, il a promis d'octroyer une tonne de pommes de terre à l'église du Rocher de Buye, en guise de rendre grâce à Dieu pour la bonne récolte que Dieu a accordé à la famille présidentielle au cours de cette saison culturale écoulée. (source: www.rtnb.bi)

Ngozi: le Président de la République remercie le Tout Puissant pour la récolte de pommes de terres dans ses champs



Le Président de la République S.E Pierre Nkurunziza en compagnie de sa famille a procédé samedi, le 01 février 2020 à la récolte des pommes de terre dans ses champs situés au complexe agro-pastoral de Rutanga en commune Gashikanwa dans la province de Ngozi. Des chants d'actions de grâce ont marqué ces activités de la récolte de ces pommes de terre. Dans son mot de circonstance, le Chef de l'Etat et du

Gouvernement a remercié le tout Puissant pour cette bonne récolte, il a précisé qu'ils ont récolté plus de 20 fois ce qu'ils ont semé. Que cette bonne récolte soit la source de bénédictions pour les burundais en général et la famille présidentielle en particulier a-t-il précisé. Le Chef de l'Etat et du Gouvernement a en outre rendu grâce à Dieu pour le bon climat qui a caractérisé cette saison culturale dans tout le pays malgré qu'il y ait eu quelques localités où les aléas climatiques ont causé quelques dégâts.

Selon le Chef de l'Etat Pierre Nkurunziza, tout burundais est appelé en ce qui le concerne à contribuer au développement du pays. C'est dans ce cadre que le Président Pierre Nkurunziza a fait savoir que cette

bonne récolte est un signe éloquent qui témoigne que si la population burundaise travaille assidument, elle peut accroître l'économie nationale en laps de temps. Au moment où Dieu a accordé des ressources en pétrole dans d'autres pays, le Président Pierre Nkurunziza a annoncé que pour le Burundi, Dieu a accordé 9 mois de saison cultivable pendant qu'il y a d'autres pays qui passent 5 mois ou plus sans voir une goutte de pluie. Il a invité les burundais à travailler avec assiduité et de chaque fois rendre grâce à Dieu pour tant de bienfaits qu'il ne cesse d'accorder au pays.

Signalons qu'à part les pommes de terre récoltées, diverses autres cultures sont prêtes à être récoltées dans ce complexe agro-pastoral. (Source: www.rtnb.bi)

Une délégation conduite par le Ministre des Affaires Etrangères rencontre une délégation conduite par le Président de la configuration-Burundi de la Commission de consolidation de la paix, dans une séance d'échange



Ce lundi 03 février 2020, une délégation burundaise conduite par Son Excellence Ambassadeur Ezéchiel NIBIGIRA, Ministre des Affaires Etrangères et composée par le Ministre des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique, le Ministre des Droits de l'Homme, des Affaires Sociales et du Genre, le Ministre de la Justice, de la Protection Civique et Garde Sceaux, la Ministre de la Jeunesse, des Postes et des Technologies de l'Information, a rencontré, dans une séance de travail une

délégation conduite par Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Jürg Lauber, Président de la configuration-Burundi de la Commission de consolidation de la paix accompagné de Madame Bintou Keita, Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies pour l'Afrique.

Ces deux délégations ont échangé sur la situation politique, la situation sécuritaire, développement socio-économique et le retour volontaire des réfugiés burundais.

Selon le Ministre des Affaires Etrangères, la situation politique dans le pays est dominée par les préparatifs des élections de 2020. Le Burundi s'attache à l'organisation des élections libres, transparentes et démocratiques prévues pour le 20 mai 2020 ainsi que sa détermination à renforcer la démocratie, à consolider la paix et la stabilité et à parvenir au développement socio-économique durable, harmonieux et inclusif

dans l'intérêt du peuple burundais.

Pour le processus de liquidation du bureau de l'Envoyé Spécial, le Ministre des Affaires Etrangères Ambassadeur Ezéchiel NIBIGIRA a dit que le Gouvernement du Burundi compte enclencher la procédure pour déterminer ensemble la durée de liquidation de ce bureau à travers des consultations avec les services compétents des Nations Unies.

Pour le domaine de la sécurité, le Gouvernement du Burundi a fait des efforts notables pour améliorer les conditions de sécurité dans le pays. La situation sécuritaire au Burundi est calme et stable sur tout le territoire national. Le rétablissement de la paix, de la stabilité et de la confiance dans le pays est en train de métamorphoser le paysage national. En vue de se préparer à la sécurisation des élections, un plan de sécurisation du processus électoral de 2020 a été élaboré et des programmes de formation dans plusieurs domaines connexes aux élections sont en cours d'exécution. Aujourd'hui tous les burundais dans leur riche diversité se sentent en sécurité et protégés, participent librement au processus politique, sans restriction ni crainte, le discours politique et social est mené dans le respect mutuel et dans la tolérance et l'acceptation de l'autre. Le Ministre a-t-il ajouté.

En matière de développement, le Burundi est dans la lutte contre la pauvreté et la réalisation des objectifs de développement durable. Le Gouvernement du Burundi a préparé et finalisé le nouveau plan de développement national sur une période de dix ans allant de 2018 à 2027. L'ONU, à travers l'équipe pays et la configuration-Burundi et ses partenaires sont sollicités à l'appuyer dans la mobilisation des ressources nécessaires pour compléter les efforts nationaux dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de déve-

loppement du Burundi.

En ce qui concerne le retour volontaire des réfugiés burundais, le Gouvernement du Burundi se félicite du retour massif et volontaire des réfugiés burundais qui avaient fui le pays en 2015. Des milliers de burundais rentrent d'eux-mêmes sans l'assistance du Haut-Commissaire pour le Réfugiés en provenance de la Tanzanie, du Kenya et de la République Démocratique du Congo, ce qui signifie la manifestation évidente de la paix, la tranquillité, la confiance et la stabilité dans le pays.

En concluant, le Ministre des Affaires Etrangères, Ambassadeur Ezéchiel NIBIGIRA a dit que le Burundi n'étant pas une menace à la paix et à la sécurité internationale, le peuple burundais réitère encore une fois son appel légitime de retrait du Burundi de l'agenda du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le Ministre des Affaires Étrangères a en outre fait savoir que maintenir arbitrairement le Burundi à l'agenda du Conseil de Sécurité des Nations Unies est en violation avec les principes de la Charte des Nations Unies et que ce n'est pas une bonne attitude pour la crédibilité du Conseil. Au Burundi la paix et la sécurité sont à la stabilité et cela n'est plus une chose à démontrer, a-t-il ajouté.

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Jürg Lauber, Président de la configuration-Burundi de la Commission de consolidation de la paix et Madame Bintou Keita, Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies pour l'Afrique ont salué les efforts du Burundi dans la stabilisation de la paix et de la sécurité dans le pays ainsi que les bons préparatifs des élections de 2020 et ils ont promis qu'ils vont être de bons Ambassadeurs pour le Burundi et que l'Organisation des Nations Unies va continuer à coopérer avec le Burundi. **(Rédaction-MAE).**

Audience entre S.E Gamaliel NKURUNZIZA, Ambassadeur de la République du Burundi et Hon. Jan Anthony Bruijn Président du Senat du Royaume des Pays-Bas



En date du 5 Février 2020, l'Ambassadeur du Burundi aux Pays-Bas, Son Excellence Gamaliel NKURUNZIZA a effectué une visite de courtoisie auprès du Président du Sénat de ce pays Hon. Jan Anthony Bruijn.

Durant cette visite, l'Ambassadeur du Burundi en Hollande S.E Gamaliel NKURUNZIZA a expliqué la situation politique actuelle en mettant un accent particulier sur la sécurité et les élections de 2020.

En outre, il s'est exprimé sur les relations entre le Burundi, les Pays Bas et l'Union Européenne d'une part et entre le Burundi et la Région des Grands Lacs d'autre part.

Après avoir signifié à Hon. Jan Anthony Bruijn Président du Senat du Royaume des Pays – Bas que la paix et la sécurité règne sur tout le territoire burundais, ce qui pousse toute la population à vaquer quotidiennement à ses activités. Ils ont insisté sur l'importance de voir pour la première fois dans l'histoire du Burundi, l'alternance politique au plus haut sommet, au Burundi.



Cette initiative est saluée grâce au parti CNDD-FDD, parti au pouvoir, qui vient de présenter un candidat aux présidentiels, un candidat autre que le Président de la République qui en avait le droit de par la Constitution du Burundi. Il s'agit d'un acte historique de haute valeur démocratique sans précédent.

En effet, en date du 26/01/2020, le Parti au Pouvoir, le CNDD-FDD, a organisé UN CONGRES EXTRAORDINAIRE qui a abouti à l'élection de Monsieur Evariste NDAYISHIMIYE comme candidat du CNDD-FDD pour les élections présidentielles qui auront lieu le mois de mai 2020. Cette élection s'est déroulée

paisiblement et ce candidat en la personne de Monsieur Evariste NDAYISHIMIYE a été qualifié de candidat digne de son nom. En effet, non seulement il est un homme intègre qui prône pour l'Unité, le Travail, la Justice et le Développement, mais aussi et surtout un Homme d'une grande expérience professionnelle aux instances supérieures du pays : il fût Ministre de l'Intérieur, Chef de Cabinet Civil à la Présidence de la République et aujourd'hui il est le Secrétaire Général du Parti au Pouvoir.

Toujours, dans le cadre des élections, l'Ambassadeur du Burundi a rassuré que les élections de cette année au Burundi seront plus paisibles, plus inclusives comme en témoignent les candidats à la présidentielle déjà connus jusqu'à maintenant. Effectivement, pour la 1ère fois depuis l'avènement de l'ère démocratique au Burundi en 1993, le nombre des candidats aux présidentielles y compris différents partis d'opposition et des candidats indépendants, a atteint un record (DE DIX AUJOURD'HUI) ce qui n'a jamais été atteint auparavant. Il a indiqué que cet engouement aux présidentielles est un signe éloquent de l'inclusivité du processus électoral de 2020 démontrant ainsi un espace politique garanti.

Cela a été le résultat du cadre légal et organisationnel que le Gouvernement a mis en place. Effectivement, ont été mis en place le Code Electoral et ses structures de coordination et d'exécutions et à tous les niveaux à savoir la Commission Electorale Nationale Indépendante 'CENI', les CEPI et les CECI, sans oublier le cadre de collaboration et différentes concertations régulières organisées par la CENI avec les partis politiques et autres partenaires clefs. Ces efforts ont abouti consensuellement à la Feuille de Route qui a conduit à la préparation des élections de 2020.

Il lui a aussi indiqué que le processus électoral évolue très progressivement et que le budget y relatif est déjà disponible. Il lui a rappelé que ce sont les Burundais eux-mêmes qui ont financé ces élections, ce qui est un événement historique sans précédent.

S'agissant des relations entre le Burundi, les Pays Bas et l'Union Européenne, alors que les deux autorités ont apprécié les relations d'amitié et de coopération qui existent heureusement entre le Burundi et les Pays Bas, ils ont suggéré la contribution du Royau-

me des Pays Bas pour que l'Union Européenne enlève toutes les sanctions qui ont été prises injustement contre le Burundi et d'appuyer plutôt notre pays à mettre en application son Plan National de Développement (PND 2018-2027).

Le Burundi étant un pays plein d'opportunités d'affaires dans presque tous les domaines de la vie du pays, ils ont lancé un appel aux investisseurs pour venir au Burundi et travailler avec les Burundais dans un partenariat de gagnant-gagnant.

En effet, le terrain est propice car les motivations des sanctions prises unilatéralement contre le Burundi par l'Union Européenne sont injustes puisque les éléments auxquels l'Union Européenne se réfère ne constituent qu'une lecture erronée de la réalité au Burundi quant à ce qui concerne les Droits de l'Homme, la Bonne Gouvernance, la Liberté d'Expression, la Démocratie et l'Ouverture de l'Espace Politique comme cela vient d'être montré.

A la lumière de cette évolution positive, ils ont sollicité de nouveau l'Union Européenne à lever ces sanctions unilatérales et injustes qui sanctionnent beaucoup plus la majorité de la population nécessiteuse.

Ils ont aussi demandé aux Pays-Bas en particulier et l'Union Européenne en général de réajuster leur regard sur la situation au Burundi en tournant définitivement la page de 2015.

Concernant les relations du Burundi avec la Région des Grands Lacs, l'Ambassadeur du Burundi en Hollande lui a expliqué que le Burundi vit en harmonie parfaite avec tous les pays de la Région à l'exception du Rwanda. S.E Gamaliel NKURUNZIZA a déploré cette situation conflictuelle avec le Rwanda. Le Rwanda continue à déstabiliser le Burundi en mettant sur pied des médias de diabolisation et de haine pour semer la panique au sein de la population burundaise qui est calme. Le Burundi n'a pas voulu riposter mais au contraire, il s'est plaint et la Communauté Internationale s'est montrée indifférente.

Enfin, cette audience a également été une occasion propice d'échanger sur les politiques intérieures et extérieures pour les intérêts communs du Burundi et la Hollande.

(Source: Ambassade du Burundi en Hollande)

Le Ministère en charge des droits de l'homme présente le bilan des réalisations



Le Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre a présenté vendredi, le 31 janvier 2020 le bilan des réalisations de l'année 2019.

Comme l'a indiqué le Ministre en charge des Affaires Sociales, 30832 malades vulnérables ont été assistés, 86843 mé-

nages vulnérables et autres victimes des catastrophes naturelles ont été assistés en vivres et nom vivres et 25000 personnes dans les villages ruraux intégrés. En ce qui est de la santé, le Ministère a fourni le service d'accès aux soins de santé à 5000 personnes âgées d'une part. D'autres parts 10000 ménages vulnérables ont bénéficié des cartes d'assurance maladie. (source: www.rtnb.bi)

Le Burundi prêt à faire face à l'épidémie de coronavirus

Le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA Dr Thaddée Ndikumana a réuni lundi, le 03 février 2020 les partenaires du domaine de la santé notamment l'OMS, l'UNICEF et la délégation

chinoise pour échanger sur la façon de lutter contre l'épidémie du Coronavirus en cas d'apparition de cette maladie au Burundi. Pour la prévention, le Ministère en charge de la Santé Publique recommande de se

laver les mains surtout dans les endroits où se côtoient beaucoup de gens comme les écoles, les marchés etc.

Le Ministre Thaddée Ndikumana a dit que le Burundi est prêt pour faire face à cette épidémie parce que le matériel utilisé pour détecter et relever la température est le même que celui de la maladie à virus Ebola sur place au Burundi. Il a annoncé que la Chine a pris des mesures d'isoler pendant 14 jours les ressortissants étrangers qui veulent rentrer au Burundi. Au cas où le passager présente des symptômes comme

la température élevée, la toux et l'écoulement nasal, il doit également passer 14 jours autres à l'hôpital Prince Régent Charles.

Ces mesures prises par l'OMS comme l'urgence mondiale vont aider dans la prévention de cette maladie, a souligné le Ministre Thaddée Ndikumana. Il précise que le Burundi va réactiver les mesures de surveillance et d'hygiène en préconisant de se laver les mains au moins 3 fois par jour. (source: www.rtnb.bi)

Des mesures de prévention contre l'envahissement des criquets pèlerins



Le Ministre de l'Environnement de l'Agriculture et de l'Elevage a animé mardi, le 04 février 2020 une conférence de presse. Au cours de cette conférence, Dr Déo Guide Rurema, Ministre en charge de l'Agriculture et de l'Elevage a rendu publique les mesures de prévention contre l'envahissement des criquets pèlerins déjà observés dans les pays de la région.

Parmi les différentes mesures de prévention figurent la mise en place d'une commission multisectorielle pour coordonner les interventions, composée par les hauts cadres du Ministère et les partenaires activement impliqués dans le domaine agricole ainsi que la mise en place d'un système d'alerte précoce pour la communication sur les invasions éventuelles sur lesdits cri-

quets. Le Ministère en charge de l'Agriculture a déjà identifié quelques méthodes de lutte notamment la lutte mécanique par le ramassage, la lutte chimique en utilisant les produits phytosanitaires. Le Gouvernement du Burundi via le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage voudrait informer la population burundaise que ce genre de criquets n'est pas encore arrivé sur le territoire national à l'heure actuelle.

Toutefois, il interpelle tous les services techniques en la matière ainsi que la population burundaise de rester vigilant et rapporter toute attaque aux services du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage les plus proches.

(source: www.rtnb.bi)

Les administratifs locaux appelés à se familiariser avec les TICs



Le Ministère de la Jeunesse, des Postes et des Technologies de l'Information a organisé le 03 février 2020 en province de Rutana, un atelier de vulgarisation et de sensibilisation de la Politique Nationale de Développement des Technologies de l'Information et de Communications à l'intention des administratifs locaux des provinces Rutana, Makamba, Rumonge, Bururi et Ruyigi. Le Gouvernement du Burundi a initié, depuis de l'année 1999, puis adopté en juillet 2011 en conseil des Ministres la Politique Nationale de développement des TICs pour la période 2011-2025.

Selon le Ministère de la Jeunesse, des Postes et des Technologies de l'Information, Honorable Evelyne Butoyi, la Politique Nationale de Développement des TICs s'articule autour des objectifs du Plan National de Développement 2018-2027. Elle a ajouté que les TICs sont une réalité qui se matérialise dans la vie des burundais et deviennent indubitablement les catalyseurs de développement socioéconomique passant par l'administration.

L'objectif ultime de la Politique Nationale de Développement des TICs est celui de créer

des conditions propices au développement économique et social harmonieux de toutes les régions, de tous les secteurs de la vie nationale en passant par les TICs a indiqué le Ministre en charge des TICs.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Développement des TICs le gouvernement du Burundi a mis en place le dorsal de la fibre optique sur

une distance de 800km pour permettre la connectivité interprovinciale en vue d'intégrer les TICs dans l'administration locale. Il a également mis en place 5 guichets uniques provinciaux pilote de Ngozi, Mwaro, Gitega, Bururi et Muyinga. Selon l'expert Pierre Ndamama, une autre étape va être franchie dans la connectivité avec 5 autres guichets uniques.

Selon lui, le projet COMGO (Communication Gouvernementale) a été initié en Octobre 2013 sous le financement du Gouvernement du Burundi avec l'appui de la Banque mondiale. Il a été alors placé sous la tutelle du SETIC.

Ce projet exécuté par BBS consistait à connecter 46 institutions publiques à la fibre optique de BBS et à fournir 100Mbps de capacité internet et 440Mbps de capacité nationales. Malheureusement, ces dernières ne sont pas encore utilisées par manque d'applications. Maintenant, les institutions connectées sont au nombre de 66 dont les universités, les hôpitaux, les ministères, les chefs-lieux de province.

(source: www.rtnb.bi)

Clôture de la réunion des Commissaires Généraux des offices de recettes des pays de l'EAC



La réunion qui regroupait à Bujumbura les Commissaires Généraux des offices des recettes des pays de la communauté est-africaine (EAC) depuis le 30 janvier 2020 s'est clôturée le vendredi 31 janvier 2020. Plusieurs mesures ont été prises au cours de cette réunion pour améliorer la collecte des recettes dans les pays membres de cette communauté.

La déclaration sanctionnant les travaux de cette réunion a été lue par le Commissaire Général de l'office burundais des recettes, M. Audace Niyonzima. Cette déclaration indique que les participants à la réunion ont évalué les performances réalisées par les offices des recettes des cinq pays de l'EAC qui ont participé à la réunion.

En termes des performances, les participants ont constaté que dans tous les pays de l'EAC, la collecte des recettes ont augmenté en moyenne de 11%. Ce qui est une bonne performance pour tous les pays de la communauté, poursuit la déclaration.

La déclaration précise que les défis aux-

quels les pays membres de l'EAC font face et qui nécessitent de mettre en commun des efforts concernent notamment le système informatique intégré. Pour trouver une solution à ce défi, les participants à la réunion ont convenu de mettre en place une équipe conjointe des 6 pays pour développer un système informatique intégré. Cela permettra de réduire les coûts d'acquisition et de maintenance mais aussi de faciliter l'échange d'information entre les pays partenaires, selon la déclaration.

La déclaration finale indique par ailleurs que la réunion a analysé le problème du territoire douanier unique. Les participants ont constaté qu'il y a des cas de détournement des déclarations de transits. Ils ont trouvé nécessaire qu'on mette sur pied une équipe conjointe pour analyser comment il faut arrêter cette fraude qui est effectuée dans le territoire douanier unique pour maximiser les recettes. Selon le contenu de cette déclaration, la réunion a également examiné les données qui sont exploitées par les offices des recettes et a trouvé qu'il faut mettre

en place une équipe conjointe pour développer une politique des données qui permettra de prendre de décisions bien informées.

La déclaration précise enfin que les participants à la réunion ont également analysé des questions en rapport avec l'audit interne sur le personnel des offices des recettes. L'expérience du Kenya a montré comment se font les enquêtes sur le personnel des impôts et des douanes. S'il advient qu'il y ait des détournements, les biens détournés sont recouvrés et ramenés au trésor. Ils se sont convenus de mettre sur pied une

stratégie commune qui permettra de faire ce genre d'investigation sur le personnel qui travaille dans les offices des recettes.

Après avoir analysé les défis qui empêchent les offices de maximiser les recettes au sein de la communauté est-africaine, les participants ont trouvé qu'il s'avère nécessaire de créer un comité mixte conjoint pour analyser toujours ces questions, un comité qui sera inséré dans l'organigramme des différents comités de l'EAC. Ils ont sollicité le concours du secrétariat de cette communauté pour la mise en place de ce comité.

(source: www.rtnb.bi)

L'API appelle les Investisseurs locaux et Etrangers à investir sur le lac Tanganyika



L'Agence de Promotion des Investissements (API) a organisé vendredi le 31 janvier 2020, à Bujumbura, un atelier de sensibilisation des parties prenantes et potentielles à l'intention des investisseurs sur les opportunités d'investissement qu'offre le lac Tanganyika.

Le Directeur de l'API, M. Désiré Musharitse, a indiqué que cet atelier s'inscrit dans le cadre de faire un appel aux investisseurs tant locaux qu'étrangers à investir dans le transport et le tourisme sur le lac Tanganyika. Il a, en outre, indiqué que ce lac offre plusieurs opportunités en termes de transport, notamment celui des personnes et des marchandises. « Dar-es-Salaam est le port d'embarquement des marchandises qui

viennent au Burundi », a souligné M. Musharitse, expliquant que la voie routière est plus coûteuse comparativement à la voie lacustre. C'est une grande opportunité pour les investisseurs de mettre leurs sources techniques et financières dans ce secteur de transport lacustre, estime le Directeur de l'API.

En termes de tourisme, le lac Tanganyika offre beaucoup d'opportunités en ce sens qu'il relie le Burundi et plusieurs pays riverains à ce lac, et cela pourrait en quelque sorte faciliter les échanges entre ces pays, a-t-il ajouté.

Etant donné que le lac Tanganyika est un écosystème qui regorge de plusieurs êtres vivants, la presse a voulu savoir si l'API a pensé à la protection de ces derniers. A ce propos, M. Musharitse a fait savoir que dans leur rôle d'agence de facilitation de promotion des investissements, les projets qui sont présentés tiennent compte des normes environnementales et sociales. Par ailleurs, a-t-il dit, il y a, au niveau de l'API, des spécialistes chargés des aspects environne-

mentaux qui étudient les projets avant qu'ils ne soient validés. « Nous comprenons que si l'environnement n'est pas protégé, le lac va disparaître et les investissements qu'on aura mis sur le lac ne serviront à rien », a précisé M. Musharitse.

Selon lui, cette séance de sensibilisation a été organisée après avoir constaté l'ignorance totale des gens sur les opportunités que peut offrir le lac Tanganyika. (source: www.abpinfo.com)

Le CNS organise des réunions en vue de redynamiser les comités mixtes de sécurité



Le Conseil National de Sécurité (CNS) a organisé vendredi, le 31 janvier 2020 des réunions de sécurité dans les communes urbaines de Mukaza et Ntahangwa en vue d'appeler les comités mixtes de sécurité à plus de vigilance dans leurs quartiers pour lutter contre toute sorte d'insécurité en cette période pré-électorale.

Comme l'ont indiqué le Secrétaire Permanent du CNS le colonel Pierre Claver Nzisabira et l'Assistant du Ministre de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local, il ya des gens qui, pendant la période pré-électorale s'adonnent à la propagation des rumeurs pour déstabiliser la population.

Les responsables administratifs et sécuritaires ainsi que les membres des comités mixtes de sécurité sont donc appelés à lutter contre ces rumeurs et toute autre forme de criminalité y compris les soient disant prophètes qui circulent en ville et qui déstabilisent

la population par leurs fausses prophéties, ont-ils -précisé. Dans la commune urbaine de Mukaza, la population fait face à la recrudescence du banditisme et des malfaiteurs logés dans une localité baptisée camp Musinga située entre la zone Bwiza et Nyakabiga. Les intervenants ont demandé une implication des autorités pour mettre fin à cette situation.

Une autre situation étrange est l'affluence de beaucoup de gens qui vont chercher des cartes nationales d'identité. Les Chefs de zone ont été appelé à ne pas la donner à n'importe qui et de leur dire qu'on ne doit pas impérativement avoir une carte d'identité délivrée à Bujumbura pour voter.

Une réunion pareille a été organisée dans la commune urbaine de Ntahangwa pour redynamiser les comités mixtes de sécurité où le constat est que dans certaines localités ces Comités sont quasi inexistants. (source: www.rtnb.bi)

Le CNC présente le rapport de monitoring des organes de presse œuvrant au Burundi



Le Conseil National de la Communication (CNC) a organisé vendredi, le 31 janvier 2020, une réunion à l'intention des responsables des média. L'objectif de cette rencontre était de leur présenter le rapport de monitoring des émissions pour le dernier trimestre 2019 et d'échanger sur la qualité de leurs prestations en matière de collecte et de traitement de l'information notamment sur le respect de l'équilibre de l'information. Le Président du CNC, Monsieur Nestor Bankumukunzi a exhorté les média à tenir compte de l'équilibre de l'information et de travailler dans le strict respect de la loi. Il a indiqué que malgré plusieurs conseils certains média font sourde oreille quant au respect de la loi régissant la presse. Il a cité notamment certains média qui ne se soucient pas du respect des mœurs.

Il a ainsi invité les organes de presse à rester professionnel et à garder à l'esprit que la liberté de la presse repose essentiellement sur le respect de la loi, le contraire étant plutôt préjudiciable à cette liberté. Monsieur Nestor Bankumukunzi est en outre revenu sur le retard enregistré dans la distribution des cartes de presse. Il a indi-

qué qu'une commission a été mise en place pour se pencher sur la question pour que chaque journaliste ait sa carte avant la tenue des élections de 2020. Il a profité de l'occasion pour interpellier les journalistes à bien se préparer pour une bonne couverture des élections.

Il leur a indiqué qu'ils ne seront à la hauteur que par la maîtrise des dispositions pertinentes des lois et règlements, la connaissance parfaite des techniques générales et celles spécifiques à la couverture médiatique au sens large du mot ainsi que la préparation psychologique et la prise de conscience de la délicatesse du métier.

Selon le Secrétaire Exécutif du CNC Monsieur Jacques Bukuru qui a présenté le rapport de monitoring, les média burundais ont d'une manière générale enregistré une amélioration dans la manière de collecte et de traitement de l'information. Il a toutefois souligné que quelques cas de déséquilibres d'information subsistent encore dans certains média.

Le même rapport précise que certains secteurs sont plus privilégiés que d'autres. Les faits de sociétés viennent en tête avec 13.7% suivi de la politique avec 11.7%. L'économie occupe la troisième position avec 9.7%, la culture 6.2%, la sécurité et la justice 5.9% tandis que les informations sur les élections et le sport ont occupé 5.2%.

La Présidente de l'association burundaise des femmes journalistes (AFJO) Madame Diane Ndonse a quant à elle, souligné que l'équilibre genre n'est pas respecté dans l'exercice du métier de journalisme. Ainsi a-t-elle souhaité que cet aspect soit tenu en considération afin d'intégrer la dimension genre dans leurs activités.

(source: www.rtnb.bi)

Le parti UPRONA choisit son candidat aux présidentielles de 2020



Le parti UPRONA a organisé samedi, le 01 février 2020 un congrès extraordinaire pour approuver Monsieur Gaston Sindimwo, actuel premier Vice-Président de la République comme candidat du parti aux élections présidentielles de 2020. Les responsables du parti jusqu'au niveau des communes et les dignitaires étaient conviés à ce congrès. Il y avait d'autres invités provenant d'autres partis politiques comme le représentant du CNDD-FDD, MSP-Inkinzo, la coalition CO-PA, FNL et bien d'autres. Il y avait également les délégués de l'ambassade de Chine au Burundi.

Le Président du parti UPRONA, Monsieur Abel Gashatsi a indiqué que Monsieur Gaston Sindimwo a été choisi par le comité exécutif du parti parce qu'il remplissait les critères exigés par ce dernier notamment avoir servi le parti avec loyauté, être membre du parti, avoir une carte d'électeur etc. Dans son discours, Monsieur Gaston Sindimwo a remercié les Badasigana qui ont placé la confiance en lui et a promis de se donner corps et âme à l'image du Prince Louis Rwagasore pour conduire ce parti à la victoire.

(source: www.rtnb.bi)

L'Ambassadeur de Chine s'exprime sur les mesures prises contre l'épidémie de Coronavirus



L'Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Burundi S.E Li Changlin s'est exprimé lundi 03 février 2020 sur les mesures prises contre l'épidémie du nouveau Coronavirus qui a frappé son pays.

Dans une interview qu'il a accordée à la Radiotélévision Nationale du Burundi, M. Li Changlin a fait savoir que la Chine est à l'heure actuelle dans

une période cruciale dans la lutte contre l'épidémie.

M. Li Changlin a indiqué que l'Ambassade de Chine au Burundi a fait sa propre organisation de prévention et de contrôle de ce virus. Selon Li Changlin, l'Ambassade a demandé aux chinois qui sont en congé en Chine de ne pas rentrer au Burundi. L'Ambassade a également recommandé aux chinois qui sont en voyage en Europe de s'isoler pendant 14 jours dès leur retour au Burundi.

Monsieur Li Changlin conseille également aux étudiants et aux hommes d'affaires burundais de reporter leurs déplacements en Chine jusqu'à nouvel ordre. L'Ambassadeur de Chine au Burundi rassure cependant que c'est une maladie évitable, contrôlable et curable, précisant aussi que l'ambassade travaille en étroite collaboration avec le mi-

nistère de la santé publique, avec le ministère des affaires étrangères et les services de l'Aéroport internationale de Bujumbura.

L'ambassadeur Li Chaglin salue aussi les mesures prises par le Ministère de la Santé Publique de renforcer le contrôle de la température à l'Aéroport internationale de Bujumbura et la disponibilité de l'hôpital réservé à la prise en charge des patients en cas de survenance de cette maladie. Li Changlin estime que c'est la collaboration sans frontière qui permettra de contrecarrer la propagation de ce virus.

L'Ambassadeur de Chine au Burundi reste confiant et estime que la Chine, en collaboration avec l'OMS et toutes les nations du monde, sera capable de gagner cette bataille contre l'épidémie de Coronavirus. (source: www.rtnb.bi)

Le cancer : un grand défi de santé publique au Burundi



A l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la lutte contre le cancer, sous le thème « Je suis et je vais », le collectif des associations œuvrant dans la lutte contre le cancer et les associations des malades du cancer a organisé à Bujumbura mardi, le 04 février 2020, une conférence sur la problématique de prise en charge du cancer au Burundi.

Selon Dr J Marie Harimenshi de l'association « Bujumbura Pathology center », une

structure qui s'occupe du dépistage et du diagnostique du cancer, cette maladie constitue un grand défi de santé publique. Il explique qu'il existe beaucoup de cas de cancer qui malheureusement sont diagnostiqués tardivement avec un traitement inexistant sur le sol burundais. Pour ce médecin, il faut une action de la part du Gouvernement et de la part du public pour sauver cette situation qu'il qualifie de dramatique.

Dr J Marie Harimenshi déplore le fait que du côté médical il n'y a pas d'avancées significative pour prendre en charge les patients diagnostiqués du cancer. Selon toujours ce médecin, il y a des types cancers qui peuvent être traités au Burundi et d'autres qui nécessitent une action soutenue de la part du Gouvernement pour amorcer une en matière du traitement.

Quant au Dr Gabriel Nahayo de l'association « Burundi activity against cancer » (BURACA), les cancers les plus fréquents sont le cancer du col de l'utérus, le cancer de la peau, le cancer de la prostate l'homme, le cancer du sein chez la femme et le cancer du gros intestin et du rectum. Dr Gabriel Nahayo précise que les cancers les plus fréquents sont le cancer du col de l'utérus, le cancer de la prostate et le cancer du sein et représentent plus de 50 % des cancers découverts en Afrique noire.

Pour Dr Nahayo, le diagnostique est possible au Burundi mais la prise en charge qui est accessible est la prise en charge chirurgicale si le cancer est diagnostiqué précocement. « Malheureusement, le diagnostique du cancer au Burundi est souvent tardif lorsque la maladie est au-delà des possibilités de la chirurgie. Il garde l'espoir néanmoins que la chimiothérapie va s'accélérer avec l'augmentation des produits qui stabilisent ou qui détruisent les cellules cancéreuses. Dr Gabriel Nahayo précise que seul le dépistage pour le cancer du col de l'utérus est gratuit et que le dépistage des autres types de cancer est payant.

Pour les causes des cancers au Burundi comme dans les pays voisins, Dr Nahayo a cité les infections virales causées essentiellement par le virus HPV responsable du cancer du col de l'utérus, le virus HH8 responsable du cancer de la peau et l'Elico-

bacter Pirori responsable du cancer de l'estomac. Ces virus peuvent être prévenus par des vaccins et des traitements qui peuvent être proposés en cas de maladie, précise le médecin.

A côté des infections, poursuit Dr Nahayo, les autres causes sont entre autres le tabac dont la particularité et qu'il entre dans la genèse de tous les types de cancers. et qui peut être abandonné par un changement de mentalité. Pour réduire les risques d'attraper le cancer, Dr Gabriel Nahayo recommande d'abandonner le tabac par un changement de comportement. Il préconise aussi un régime équilibré, riche en légumes et en fruits et pauvre en graisses. Ce régime, couplé avec une pratique sportive suffisante pourrait aider à éviter le surpoids et permettrait d'éviter un grand nombre de types de cancer notamment le cancer du sein, le cancer du côlon rectal, le cancer de l'ovaire etc.

Pour conclure, Dr Gabriel Nahayo a indiqué que le rôle du Gouvernement dans la lutte contre le cancer est d'encadrer les intervenants en la matière, prendre des initiatives à grande échelle en apportant par exemple une vaccination contre les infections virales, promulguer des lois contre le tabac et l'alcool etc.

Les activités de cette journée ont été aussi marquées par la visite des malades du cancer dans certaines structures sanitaires de Bujumbura, mais elles ont également brillé par l'absence des représentants du ministère de la santé publique et de lutte contre le Sida. (source: www.rtnb.bi)

Ministère des Affaires Etrangères

Direction de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi